

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 24 JANVIER 2023**

<b>OBJET : MISE EN ŒUVRE DES MESURES CONSERVATOIRES AVANT LE VOTE DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE 2023 – ANNEXE</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 18 janvier 2023

L'an deux mille vingt-trois le vingt-quatre janvier à 18 heures et 33 minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN, Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Valérie FERRET, M. Alain MARC-GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Christine BÉNET, M. Rémi PÉNAVAIRE à Mme Béatrice ARNAUD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD

Date de la publication : 25 janvier 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : BÉRENGÈRE LÉCÉA

RAPPORTEUR : JEAN-PAUL PUJOL

Vu l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales ;  
Vu la circulaire NOR/INT/B/89/00017/C ;  
Vu la liste des engagements portant mesures conservatoires avant vote du budget annexe Eau potable 2023 ;

Le budget principal et les budgets annexes seront soumis à l'approbation du conseil municipal avant la date limite prévue du vote soit le 15 avril 2023.

Jusqu'à l'adoption de ces budgets et conformément à l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses de la section d'investissement, l'article prévoit la possibilité, sur autorisation de l'organe délibérant et jusqu'à l'adoption du budget, d'engager, de liquider et de mandater ces dépenses dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette disposition appelle les commentaires suivants :

-Il ne s'agit pas à proprement parler d'une inscription de crédits dans la mesure où cette inscription n'intervient que lors de l'adoption du budget. Ainsi, l'assemblée délibérante autorise l'ordonnateur à engager, liquider et mandater des dépenses d'équipement pour des dépenses qu'elle précise jusqu'à concurrence d'un montant déterminé et s'engage à ouvrir les crédits correspondants lors de l'adoption du budget,

-L'assemblée délibérante peut prendre une ou plusieurs délibérations ayant un tel objet. Pour chaque dépense qu'elle autorise, l'assemblée délibérante en précise le montant et l'affectation. Par affectation, il faut entendre la détermination des dépenses d'investissement autorisées et la ventilation des sommes correspondantes aux chapitres et articles budgétaires d'imputation. En conséquence, l'ordonnateur ne peut faire de virements (ou de réaffectations) portant sur les différentes autorisations de dépenses que lui a accordées l'assemblée délibérante.

Le montant des crédits pouvant être engagés pour le budget principal apparaît comme suit :

<b>BUDGET</b>	<b>Budget + DM 2022</b>	<b>Limite autorisée mesures conservatoires 2023</b>
Budget annexe Eau potable	480 198,48 €	120 049,62 €

L'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que l'autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits. La répartition vous est proposée en annexe.

Considérant la nécessité de recourir aux mesures conservatoires pour l'exercice 2023,

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ **D'autoriser** la mise en œuvre des mesures conservatoires avant l'adoption du budget annexe eau potable 2023, et pour les dépenses d'investissement d'autoriser l'exécutif dans les limites suivantes de la liste jointe en annexe pour un montant de 60 000,00 €.

2) **D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal à l'unanimité,

Décide :

1/ **D'autoriser** la mise en œuvre des mesures conservatoires avant l'adoption du budget annexe eau potable 2023, et pour les dépenses d'investissement d'autoriser l'exécutif dans les limites suivantes de la liste jointe en annexe pour un montant de 60 000,00 €.

2) **D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,  
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance  
Bérengère LÉCÉA



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230124-2023-008-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/01/2023

Publication : 25/01/2023

